



FAQ Covid-19

Aide et accompagnement à domicile

Version du 11/06/2020

Conformément aux recommandations édictées par le Ministère des Solidarités et de la Santé¹ visant à maintenir les interventions auprès des familles les plus fragiles, de nombreux services d'aide et d'accompagnement à domicile (Saad) ont poursuivi leur activité pendant le confinement en adaptant leur cadre de travail.

Désireux d'appuyer l'effort réalisé par les équipements et services financés par la branche Famille, le Conseil d'administration de la Cnaf a décidé ² de soutenir les gestionnaires concernés en garantissant, à compter du 16 mars, un maintien des prestations de service, par neutralisation des périodes de fermeture³.

Depuis le 11 mai, conformément au décret n°2020-548 du 11 mai 2020 la phase de déconfinement se déroule progressivement, dans le respect des gestes barrières et en concertation avec les familles.

Dans ce nouveau contexte, en concertation avec le Ministère des Solidarités et de la Santé et les fédérations nationales d'aide et d'accompagnement à domicile, les Saad sont encouragées à reprendre l'ensemble des interventions en présentiel en veillant à garantir la protection des professionnels et des familles⁴.

Pour prendre en compte la baisse d'activité subie par l'ensemble des structures, le Conseil d'administration de la Cnaf a décidé le 3 juin 2020⁵, qu'à compter du 15 juin 2020, seuls les services restants totalement fermés, alors qu'ils ne font pas l'objet d'une fermeture administrative, ne seront plus éligibles aux mesures de maintien des prestations de service et devront par conséquent à nouveau déclarer leur activité réelle. Pour les autres, les mesures sont maintenues dans les mêmes conditions qu'auparavant. Un nouvel examen de ces consignes sera effectué d'ici la fin du mois d'août au regard de l'évolution de la pandémie et des consignes sanitaires.

¹ Foire aux questions relatives aux services d'aide et d'accompagnement à domicile, Ministère des Solidarités et de la Santé, 2 avril 2020. Disponible sous : <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/information-conduite-a-tenir-visites-services-domicile-personnes-agees-handicapees-covid-19.pdf>

² Communiqué de presse, « Le conseil d'administration de la Cnaf vote des aides nouvelles pour les services aux familles financés par les Caf », 7 avril 2020. Disponible sous : http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/DCom/Presse/Communiqu%C3%A9s%202020/conseil_d_administration_Cnaf_vote_aides_nouvelles.pdf

³ Circulaire n°2020-003 relative au maintien des modalités de financement via les prestations de service et d'accompagnement des partenaires par les Caf pendant la crise liée à la pandémie de Covid, 20 mai 2020. Disponible sous : <http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/DCom/Quisommesns/Textes%20de%20r%C3%A9f%C3%A9rence/Circulaires/C%202020-003.pdf>

⁴ Guide ministériel Covid-19 Services de soutien à la parentalité, *Recommandations pour une reprise progressive des actions de soutien à la parentalité*, 19 mai 2020. Disponible sous : <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/deconfinement-guide-parentalite-covid-19.pdf>

⁵ Communiqué de presse, « Le conseil d'administration de la Cnaf vote une nouvelle aide à l'ouverture des places en crèche et le maintien des aides pour les services ouverts aux familles », 3 juin 2020. Disponible sous : http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/DCom/Presse/Communiqu%C3%A9s%202020/nouvelle_aide_cr%C3%A8ches_cnaf.pdf

Sommaire des questions :

1. Principe de continuité d'activité des Saad.....	4
Quelles sont les consignes données aux Saad pendant la période de confinement et pour la reprise ?	4
2. Impact de l'adaptation des interventions d'aide et d'accompagnement à domicile sur l'aide versée aux partenaires.....	4
Comment la période de fermeture va être prise en compte dans le calcul du montant des aides versées aux Saad ?	4
Jusqu'à quand l'activité des Saad est-elle financée sur la base des modalités de maintien exceptionnel adoptées par la branche Famille au mois d'avril. Que faire face à des Saad n'ayant pas repris leurs activités ?	5
Les interventions réalisées entre le 17 mars (début du confinement) et le 2 avril, veille de la décision du Conseil d'administration de maintenir de façon exceptionnelle les prestations de service seront-elles prise en compte dans l'activité du Saad au titre de la période ?	5
3. Impact de l'adaptation des modalités d'intervention sur les familles	6
À la demande d'une famille exprimant un besoin de soutien dans la réalisation des devoirs à la maison de leurs enfants, un Saad peut-il intervenir ?	6
À la demande d'une famille exprimant des difficultés à s'occuper d'un enfant porteur de handicap et demandant un soutien, un Saad peut-il intervenir ?	6
Pour une nouvelle intervention mise en place pour les situations précitées, quel nombre d'heures peut être attribué ?	7
4. Modalités de facturation aux familles de l'intervention réalisée.....	7
Est-ce que l'organisation d'interventions à distance par le Saad, par la mise en place de rendez-vous téléphoniques avec la famille, peut-elle faire l'objet d'une facturation de participations familiales auprès d'elle ?	7
Le barème national des participations familiales définies par la Cnaf est-il encore applicable ?	8
Concernant les interventions en cours, au moment de l'entrée en confinement, est-ce que le Saad peut neutraliser la période du confinement pendant laquelle elle n'a pas pu intervenir et prolonger d'autant l'intervention à partir de la reprise ?	8
Le Saad peut-il recevoir un acompte pour l'année 2020 alors même que les données 2019 nécessaires au calcul du solde n'ont pas été fournies ?	8
Si une famille annule une intervention prévue, sera-t-elle facturée ?	8
Qu'en est-il si les annulations d'interventions planifiées de la famille sont répétées ?	9
5. Modalités de remontées des données.....	9
Concernant l'enregistrement des données d'activité dérogatoires dans Adonis, à quel motif les Saad les rattachent-elles ?	9
6. L'équipement des professionnels intervenants.....	9
Que doivent porter les professionnels intervenants ? Qu'en est-il pour les familles ?	9

1. Principe de continuité d'activité des Saad

Quelles sont les consignes données aux Saad pendant la période de confinement et pour la reprise ?

En étroite articulation avec le Ministère des Solidarités et de la Santé et les fédérations nationales d'aide et d'accompagnement à domicile, il avait été décidé pendant la période de confinement de prioriser les interventions au domicile des familles les plus fragiles.

Chaque Saad a su adapter ses modalités d'accompagnement, dans le respect des consignes nationales et locales, en modulant ou en suspendant certaines interventions.

La priorisation des interventions visait à limiter, autant que possible et sans mettre en danger la continuité de l'accompagnement des personnes, le niveau d'exposition des personnes vulnérables au COVID-19 et donc leur niveau de contact avec une diversité d'intervenants extérieurs.

Depuis le 11 mai, les Saad sont encouragés à reprendre leur activité tout en respectant les consignes sanitaires définies par le Ministère des Solidarités et de la Santé en étroite collaboration avec la Cnaf et les fédérations nationales d'aide et d'accompagnement à domicile⁶.

Les Saad sont invités désormais à prendre contact avec les familles qui le souhaitent pour préparer l'intervention en présentiel afin de garantir leur sécurité et celles de leurs professionnels.

2. Impact de l'adaptation des interventions d'aide et d'accompagnement à domicile sur l'aide versée aux partenaires

Comment la période de fermeture va être prise en compte dans le calcul du montant des aides versées aux Saad ?

Compte tenu du haut niveau de solvabilisation de cet équipement par la branche Famille, le principe du non-cumul entre maintien du financement par la Caf (comprenant la prestation de service et la dotation nationale) et bénéfice du dispositif d'activité partielle a été acté. Dès lors, le traitement est différent selon la situation rencontrée :

Cas 1 - Le gestionnaire n'a pas bénéficié d'une indemnisation au titre de l'activité partielle

Les données d'activité ne doivent donc pas tenir compte de la fermeture sanitaire afin de garantir le financement sur cette période. Pour ce faire, il convient de reconstituer les données qui auraient dû normalement être réalisées durant la période de fermeture.

Les gestionnaires déclarent alors des données reconstituées « comme si » l'activité avait été réalisée :

- pour les services ayant eu une activité en 2019 : prise en compte des données sur la même période en 2019 ;

⁶ Guide ministériel Covid-19 Services de soutien à la parentalité, *Recommandations pour une reprise progressive des actions de soutien à la parentalité*, 19 mai 2020. Disponible sous : <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/deconfinement-guide-parentalite-covid-19.pdf>

- pour les services n'ayant pas eu d'activité en 2019 : prise en compte d'une moyenne sur la période de référence de janvier et février 2020.

Cas 2 - Le gestionnaire a bénéficié d'une indemnisation au titre de l'activité partielle

La déclaration de données tient compte de la période de fermeture des équipements à la suite de l'épidémie de Covid 19 tel que précisé dans le cas 1.

La période au titre du chômage partiel sera reconstituée par les services de la Caf à partir des données complémentaires suivantes communiquées par le partenaire afin qu'elle soit déduite du total des heures :

- la liste des personnes en chômage partiel ;
- la date de début et de fin de celui-ci pour chacun d'eux ;
- le montant de l'indemnisation reçue à ce titre ;
- le nombre d'Etp concerné.

Jusqu'à quand l'activité des Saad est-elle financée sur la base des modalités de maintien exceptionnel adoptées par la branche Famille au mois d'avril. Que faire face à des Saad n'ayant pas repris leurs activités ?

Sur décision du Conseil d'administration de la Cnaf du 3 juin 2020 :

- À compter du 15 juin, les mesures exceptionnelles de maintien des prestations de service sont arrêtées pour les équipements restant totalement fermés et ne faisant pas l'objet d'une fermeture administrative ;
- Pour les autres, les mesures sont maintenues dans les mêmes conditions qu'auparavant.

L'ensemble de ces consignes seront réexaminées d'ici le 31 août 2020 pour évaluer l'opportunité de leur poursuite en fonction de l'évolution de la pandémie et des consignes sanitaires.

Les interventions réalisées entre le 17 mars (début du confinement) et le 2 avril, veille de la décision du Conseil d'administration de maintenir de façon exceptionnelle les prestations de service seront-elles prise en compte dans l'activité du Saad au titre de la période ?

⇒ OUI

La décision du Conseil d'administration de la Cnaf est rétroactive. Les interventions réalisées pendant la période citée bénéficieront des mesures exceptionnelles.

3. Impact de l'adaptation des modalités d'intervention sur les familles

À la demande d'une famille exprimant un besoin de soutien dans la réalisation des devoirs à la maison de leurs enfants, un Saad peut-il intervenir ?

Dans cette période exceptionnelle et au regard des contraintes existantes pour réaliser des interventions, il a été demandé aux Saad d'intervenir auprès des familles les plus fragilisées et sur certains faits générateurs pendant la période de confinement. À ce titre, et ce jusqu'à la publication du guide de déconfinement du Ministère des Solidarités et de la Santé, les responsables de services ont été invités à prioriser l'intervention des professionnels dans les cas suivants :

- le décès d'un enfant ou d'un parent ;
- les soins et traitements de courte durée d'un parent ou d'un enfant (à l'hôpital ou à domicile) avec une réduction significative des capacités physiques ;
- les soins et traitements de longue durée d'un parent ou d'un enfant (à l'hôpital ou à domicile) avec une réduction significative des capacités physiques ;
- la grossesse et la maternité.

Des dispositifs, tels que les contrats locaux d'accompagnement à la scolarité, sont déjà financés par la Caf et mis en œuvre par des partenaires pour soutenir et accompagner les parents dans le cadre scolaire.

Toutefois, l'accompagnement scolaire fait partie des tâches pouvant être accomplies par une technicienne de l'intervention sociale et familiale. Durant cette période exceptionnelle, il est important que les Saad s'adaptent aux nouvelles demandes des familles et répondent aux besoins d'accompagnement des enfants et des parents.

C'est pourquoi, si un SAAD dispose de professionnels pouvant intervenir à domicile auprès de familles en difficulté et fragilisées par le contexte, il peut, après évaluation de la situation et en l'absence d'autres solutions, proposer un accompagnement au titre de sa mission de soutien à la parentalité et malgré la fin de la période de confinement.

En effet, la reprise de la scolarité ou des actions d'accompagnement scolaire étant assez disparate sur les territoires et le retour dans des établissements spécialisés n'étant pas acté, il est dès lors conseillé aux structures engagées dans cette démarche pendant la période de confinement de poursuivre.

À la demande d'une famille exprimant des difficultés à s'occuper d'un enfant porteur de handicap et demandant un soutien, un Saad peut-il intervenir ?

Conformément aux orientations définies par la circulaire Cnaf n°2016-008, la situation de handicap d'un enfant ne constitue pas en soi un motif d'intervention d'un Saad au sein du domicile d'une famille.

Toutefois, depuis plusieurs années certaines Caf portent une attention particulière aux familles d'enfants porteurs de handicap et proposent des solutions de répit aux parents concernés. À ce titre, les Saad peuvent être mobilisées et recevoir des aides financières de la part de la Caf pour intervenir auprès des familles concernées.

Aussi, en étroite articulation avec la Cnaf, le Secrétariat d'État chargé des personnes handicapées et à destination des familles de personnes en situation de handicap, a identifié⁷ le dispositif d'aide et d'accompagnement à domicile comme une réponse possible que la branche Famille pouvait apporter aux parents exprimant le besoin de se reposer et ne trouvant pas de solution de relai pendant la période de pandémie.

C'est pourquoi, si un Saad dispose de professionnels qualifiés et volontaires pour intervenir auprès d'enfants en situation de handicap, il peut, après évaluation de la situation et en accord avec la Caf, proposer un accompagnement au titre de sa mission de soutien à la parentalité.

Ces initiatives locales seront valorisées au niveau national notamment sur le portail ressources prévu à cet effet : www.solidaires-handicaps.fr

Pour une nouvelle intervention mise en place pour les situations précitées, quel nombre d'heures peut être attribué ?

Le nombre d'heures attribué est à l'appréciation de chaque Saad en fonction du diagnostic établi.

4. Modalités de facturation aux familles de l'intervention réalisée

Est-ce que l'organisation d'interventions à distance par le Saad, par la mise en place de rendez-vous téléphoniques avec la famille, peut-elle faire l'objet d'une facturation de participations familiales auprès d'elle ?

⇒ NON

Aucune participation familiale n'est due par la famille, et ce quelle que soit la durée des entretiens téléphoniques ; le service rendu n'étant pas le même qu'une intervention d'un professionnel à domicile.

⁷ Foire aux questions relatives aux personnes en situation de handicap, aux familles et aidants de personnes concernées, Secrétariat chargé des personnes handicapées, 30 avril 2020. Disponible sous : https://handicap.gouv.fr/IMG/pdf/faq_30_avril_vd2.pdf

Le barème national des participations familiales définies par la Cnaf est-il encore applicable ?

⇒ OUI

Concernant les interventions en cours, au moment de l'entrée en confinement, est-ce que le Saad peut neutraliser la période du confinement pendant laquelle elle n'a pas pu intervenir et prolonger d'autant l'intervention à partir de la reprise ?

⇒ OUI

S'il n'y a pas d'intervention pendant la période de confinement, il peut neutraliser cette période et poursuivre l'intervention après confinement si l'intervention est toujours justifiée du point de vue tant de la famille que du professionnel.

Le Saad peut-il recevoir un acompte pour l'année 2020 alors même que les données 2019 nécessaires au calcul du solde n'ont pas été fournies ?

⇒ OUI

Compte tenu de la situation exceptionnelle, afin de maintenir un financement aux Saad et éviter des difficultés de trésorerie, si le Saad n'a pas pu fournir les données d'activité et budgétaires 2019 pour le calcul du solde 2019, la Cnaf a recommandé aux Caf de verser l'acompte 2020, avant le solde, sous réserve d'une convention signée couvrant l'exercice 2020.

Si une famille annule une intervention prévue, sera-t-elle facturée ?

Si une famille est dans l'impossibilité de recevoir l'intervenant pour un motif indépendant de sa volonté, il convient de reporter l'intervention.

En revanche, si l'annulation n'est pas justifiée, il convient de facturer les heures à la famille.

Qu'en est-il si les annulations d'interventions planifiées de la famille sont répétées ?

Si les annulations sont répétées sans motif valable, celles-ci ne permettent pas de poursuivre le travail engagé avec la famille. Le responsable du service jugera de l'opportunité de poursuivre un suivi ou de rompre le contrat. A ce titre, il est invité à se référer à l'article 8 du contrat relatif aux « conditions et modalités de résiliation, suspension, révision ou cessation de l'intervention ».

5. Modalités de remontées des données

Concernant l'enregistrement des données d'activité dérogatoires dans Adonis, à quel motif les Saad les rattachent-elles ?

S'agissant des interventions répondant à un besoin de répit parental, Adonis ne proposant pas de motif correspondant, il est recommandé de cocher la case « motif lié au règlement d'action sociale ».

S'agissant des interventions répondant à un besoin d'accompagnement scolaire, cette activité faisant déjà partie des compétences d'une technicienne de l'intervention sociale et familiale, elle fait partie de la liste des tâches qu'elle peut effectuer. Aussi, il est recommandé de l'associer à un fait générateur existant.

À ce titre, les gestionnaires des structures sont invités à faire remonter aux Caf et aux fédérations départementales l'ensemble des interventions dérogatoires et innovantes qu'ils réalisent afin d'alimenter les travaux de simplification menés par la Cnaf.

6. L'équipement des professionnels intervenants

Que doivent porter les professionnels intervenants ? Qu'en est-il pour les familles ?

Il convient de se référer au guide de déconfinement réalisé par le Ministère des Solidarités et de la Santé et destiné aux services de soutien à la parentalité. Il détaille notamment les conditions d'intervention recommandées⁸.

⁸ Guide ministériel Covid-19 Services de soutien à la parentalité, *Recommandations pour une reprise progressive des actions de soutien à la parentalité*, 19 mai 2020. Disponible sous : <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/deconfinement-guide-parentalite-covid-19.pdf>

Il est ainsi obligatoire pour les intervenants de porter un masque. S'agissant du port de blouses et de visières, ils ne sont pas préconisés.

Les familles doivent, quant à elle, porter un masque, à l'exception des enfants de moins de 11 ans.

S'agissant de la prise en charge financière de ces équipements, les conseils départementaux assurent l'approvisionnement et la distribution des masques, seuls équipements obligatoires. En cas de difficultés, les Saad sont invités à se rapprocher de leur fédération nationale.

À ce titre, les gestionnaires des structures sont invités à objectiver leurs surcouts et à faire remonter ces éléments aux Caf et aux fédérations nationales (factures, etc.).